

La situation politique et sociale en Israël

Le gouvernement, hanté par l'isolement international croissant d'Israël, finit par ignorer de véritables opportunités de paix.

Yossi Alpher

Au cours du premier semestre 2010, la coalition religieuse de droite menée par le premier ministre Benyamin Nétanyahou a tenté de réformer la société israélienne pour renforcer ses plans vis-à-vis de Jérusalem Est et de la Cisjordanie. Cette position était une manifestation claire de la nature fermée, et généralement négative, des liens entre la politique interne d'Israël et la question palestinienne.

Dans bien des aspects, cette dynamique se nourrit des tendances observées en Israël au cours de la dernière décennie. L'orientation prise par les événements est sous certains aspects plus dangereuse pour l'avenir des relations entre les israéliens et les palestiniens que la construction de quelques centaines de logements de plus pour les juifs dans la Jérusalem Est.

Hormis la réussite indiscutable du blindage de l'économie israélienne contre la crise mondiale et en particulier contre la crise monétaire européenne, dès ses débuts, en mars 2009, la coalition du premier ministre Nétanyahou a été conçue pour provoquer. Les portefeuilles de la justice et de la police étaient placés entre les mains du parti Israel Beytenou, dont le leader, Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères, a fait l'objet d'une enquête policière au cours des 10 dernières années, et dont les méthodes invasives ont contribué à l'impopularité mondiale d'Israël. Même si Lieberman était accusé, ce qui est une loin d'être inconcevable, il est probable que son parti resterait dans la coalition. Lieberman, qui sait s'attirer les voix de ses concitoyens, peut s'attribuer le mérite d'avoir trouvé une formule politique pour mobiliser le vote des immigrants russes et de la droite séculaire indépendante : l'incitation démagogique contre les arabes, associée aux mesures visant à garantir les droits des immigrants dont le judaïsme n'est pas reconnu par l'entité religieuse orthodoxe.

Le logement, quant à lui, était aux mains du Shass, un parti dont les électeurs sont des séfarades orthodoxes à faible pouvoir d'achat ; d'où la construction massive de logements dans des endroits comme Ramat Shlomo à Jérusalem-Est, où le sol est bon marché.

La société civile israélienne était soumise à l'assaut de ce gouvernement. Le système judiciaire israélien, dernier bastion d'une société ouverte, fut sévèrement ébranlé par les tentatives de la Knesset de le remodeler et de lui conférer une image plus conservatrice. Pire encore, le gouvernement refusait ouvertement d'obéir et de faire respecter les ordres de la Haute cour de justice de détruire les parties controversées de la barrière de sécurité en Cisjordanie, de démanteler les avant-postes et structures non autorisés dans la partie arabe de Jérusalem-Est et de construire des écoles pour les enfants arabes de Jérusalem qu'Israël considère comme étant ses résidents. Début 2010, le plus haut représentant de la Haute cour de justice, Dorit Beinisch, a même jugé nécessaire de rappeler aux autorités que les décisions de la Cour suprême « ne sont pas des recommandations ». Il est vrai que les prédécesseurs de Nétanyahou avaient été les véritables précurseurs de ces pratiques contraires à la loi, mais ils avaient cependant été capables d'éviter les stigmates des attaques contre le système judiciaire dans les questions relatives aux palestiniens, en tentant simultanément de faire avancer le processus de paix – une chose que Nétanyahou avait beaucoup de mal à réaliser.

Une question supplémentaire qui rendait le processus de paix plus difficile à long terme et prenait corps sous l'influence du gouvernement de Nétanyahou était le problème de l'armée. La Force de défense israélienne, en tant que moyen pour éliminer les établissements coloniaux ou faire cesser la violence des colons, est aujourd'hui neutralisée dans la mesure où l'infanterie compte à ce jour, dans ses rangs, une telle proportion de colons religieux ou partisans de ceux-ci (30 % des officiers), qu'il n'est désormais plus possible de compter sur l'armée pour faire respecter une solution aux deux Etats.

L'aspect le plus évident de la campagne de droite de Nétanyahou pour échapper à la pression concernant l'occupation de la Cisjordanie a consisté à se



Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou (centre) et le président Shimon Peres (centre droit) à l'occasion du 62e anniversaire de la création de l'Etat hébreu au cimetière militaire du mont Herzl. Jérusalem, le 19 avril 2010. /AP/BERNAT

ARMANGUE. POOL.

tourner vers les groupes de la société civile israélienne, qui surveillaient les actions et décisions gouvernementales, et notamment en relation avec les palestiniens. Une tentative de légaliser les chasses aux sorcières du style McCarthy contre les défenseurs des droits de l'homme et autres activistes de la société civile a entraîné une initiative législative draconienne au sein de la Knesset. Il serait exigé à toutes les personnes et activistes appartenant à des organisations non gouvernementales israéliennes recevant le soutien de gouvernements étrangers, de se déclarer publiquement comme des « agents étrangers » s'ils déploient une « activité politique », c'est-à-dire s'ils tentent « d'influencer l'opinion publique ou... toute autorité gouvernementale à propos de... la politique nationale ou extérieure ». Une initiative qui se produit après une campagne précédente du même gouvernement pour tenter de discréditer les données sur des organisations non gouvernementales israéliennes citées par la commission Goldstone dans son rap-

port sur la guerre de Gaza de 2009 (et mentionnées par la propre Force de défense israélienne) et faire passer leurs auteurs pour des traîtres.

Ce genre d'initiative d'ordre législatif pourrait finir par discréditer les partisans d'Israël au sein de l'Union européenne et aux Etats-Unis qui soutiennent que Jérusalem est capable de régler elle-même les questions des droits de l'homme et de contrôler le comportement de l'armée israélienne, grâce à l'implantation d'une société civile composée d'ardents et indépendants défenseurs des droits de l'homme, mais aussi grâce à la présence du système judiciaire.

Les partis de l'opposition

E ntretemps, la gauche, traditionnellement défenseuse des droits de l'homme et du système légal, devenait de plus en plus inexistante politiquement. Incapable d'expliquer le rejet par les dirigeants de l'OLP d'offres de paix raisonnables, la plus

récente étant celle présentée par Ehoud Olmert en 2008, ou encore la violente réponse des palestiniens au retrait unilatéral d'Israël de Gaza en 2005, en 2010, la gauche présentait à l'opinion publique un plan de paix non réaliste. Le parti Travailleiste et Meretz abandonnaient ainsi de plus en plus leur terrain de jeu pour s'orienter vers une droite agressive et paranoïaque. La présence continue du parti Travailleiste au sein de la coalition de droite de Nétanyahou, même avec des forces amoindries (seulement 13 membres du Knesset sur une coalition de 74) semblait refléter non seulement la condition « d'adulte responsable » du gouvernement du ministre de la Défense Ehoud Barak (tout au moins aux yeux des occidentaux), mais encore la crainte qu'en qualité de parti d'opposition secondaire, les travaillistes – aujourd'hui limités à 30 000 membres, soit moins d'un mandat de la Knesset – courraient le risque de disparaître totalement.

Quant à Kadima, le principal parti de l'opposition depuis les élections en février 2009, ses dirigeants ont rejeté deux fois les propositions de Nétanyahou à faire partie de la coalition de gouvernement pour la réorienter davantage vers le centre que vers la droite. Kadima, rappelons-le, est un parti centriste formé par Ariel Sharon en 2005, lorsque son parti, le Likoud, refusa de soutenir le retrait unilatéral de la bande de Gaza. Le leader de Kadima, Tzipi Livni (ministre des Affaires étrangères dans l'ancien gouvernement d'Ehoud Olmert) doutait, semble-t-il, de la sincérité de Nétanyahou en tant que partenaire potentiel dans les négociations de paix. Livni avait, d'autre part des problèmes à résoudre au sein de son parti, dont une faction plus à droite apparemment disposée à considérer le retour au Likoud dont elle était issue, appuyait les initiatives législatives les plus radicales. Au second semestre 2010, c'est-à-dire deux bonnes années après l'accession de Nétanyahou au gouvernement, Livni n'avait pas encore fait preuve du leadership nécessaire pour présenter une alternative à Nétanyahou, en cas de crise du gouvernement.

Elections en 2011 ?

Cette crise semblait plus que probable dans la mesure où Israël et l'OLP, après des retards interminables, semblaient être disposés en mai 2010 à entamer des négociations indirectes de paix sous l'égide des Etats-Unis. La prédominance de partisans des colons et autres membres de la ligne dure du gouvernement de Nétanyahou rendaient probablement plus difficile, pour le premier ministre, une avancée significative avec les palestiniens sur les questions territoriales et Jérusalem, entre autres, si c'était effectivement ce qu'il souhaitait. La division et l'absence d'un véritable leadership du côté palestinien ne faisaient que menacer d'aggraver plus encore le problème.

Le corollaire de cette participation douteuse du gouvernement de Nétanyahou aux conversations de paix est précisément sa déclaration publique sur les provocations palestiniennes contre les juifs (qui existent, mais de moins en moins) alors que sa propre politique encourage ou ignore les provocations croissantes contre les arabes en Israël. En 2010, 80 % des lycéens religieux en Israël souhaitaient priver les citoyens arabes d'Israël de leur droit électoral, alors qu'ils représentent un cinquième de la population. Si à la fin 2009, le chef spirituel du parti Shass, le rabbin Ovadiah Yossef pouvait déclarer à sa gigantesque foule de partisans « la religion des musulmans est aussi laide qu'eux » en ne provoquant que quelques rares sourires embarrassés, c'est parce que le Shass faisait partie de la coalition gouvernante.

La nature et les politiques de cette coalition ont envisagé la possibilité qu'à un moment donné, au début de l'année 2011, après les élections législatives de mi-mandat au Congrès des USA et en raison de l'échec des négociations de paix, la pression de l'administration de Barak Obama pourrait obliger Nétanyahou à choisir entre son foyer politique naturel, à droite, et la stabilité des relations entre Israël et les Etats-Unis, avec la question palestinienne sous les feux de la rampe. Une fois de plus, comme nous l'avons vu maintes fois au cours des 20 dernières années, l'interaction toxique entre la politique d'Israël et le conflit israélo-palestinien se manifesterait d'elle-même. Dans une large mesure, c'est la capacité de Nétanyahou et Livni à travailler ensemble qui déterminera si cette situation débouchera sur l'organisation d'un nouveau scrutin ou la constitution d'un nouveau gouvernement de coalition.

Entretemps, le gouvernement, hanté par l'isolement et le discrédit international croissant d'Israël, finit par ignorer de véritables opportunités de paix qui pourraient être mises en œuvre parallèlement aux négociations problématiques avec l'OLP, comme c'est le cas de la réussite du processus de construction de l'Etat du premier ministre de l'Autorité palestinienne, Salam Fayyad en Cisjordanie, ou encore des offres réitérées de la Syrie pour renouveler un processus de paix qui pourrait porter un coup à l'Iran et ses satellites. De fait, l'islam militant représente une menace existentielle inquiétante pour Israël. Mais la paranoïa de l'aille droite du gouvernement l'a conduit à ignorer de véritables opportunités. Dans de telles circonstances, les réussites occasionnelles d'Israël en matière de sécurité, comme à Gaza au début 2009, ont renforcé la croissante campagne internationale de discrédit envers le pays. ■